verser plus de 5 ou 6 p. 100 sur leurs hypothèques. Autrement, le gouvernement, selon nous, devrait rembourser au propriétaire 50 p. 100 du supplément d'intérêt qu'il doit verser sur sa maison. Cette disposition devrait s'appliquer aux maisons d'au plus \$25,000. A celui qui doit payer 10 p. 100 d'intérêt sur la première hypothèque, le gouvernement devrait alors verser la moitié de la différence entre 6 p. 100 et 10 p. 100, c'est-à-dire 2 p. 100. Les économistes estiment qu'un tel programme coûterait au gouvernement entre 50 et 60 millions par année, montant insignifiant comparé à 1.5 milliard que nous dépensons pour la défense chaque année. Naturellement nos taux élevés d'intérêt sont en outre partiellement imputables à notre taux fixe de change. On invoque que les taux élevés d'intérêt attirent au pays les capitaux étrangers. Permettez-moi de rappeler, monsieur l'Orateur, qu'une très faible partie des capitaux étrangers qui entrent au pays est affectée à l'heure actuelle à l'habitation. Certains concéderont, je pense, que nous devrions avoir un taux variable de change. En tout cas, monsieur l'Orateur, c'est la position de notre parti sur la question des taux d'intérêt.

Le coût élevé des terrains a été et est encore un important facteur du coût du logement au Canada. La politique du gouvernement a encouragé la spéculation immobilière. Parallèlement, le gouvernement n'a pas tenu compte des recommandations de la commission Carter sur l'imposition des plus-values de capitaux. Lorsqu'un député du parti conservateur a demandé cet après-midi au ministre des Finances (M. Benson), tout en qualifiant cette idée d'absurde, si le gouvernement songeait à établir un impôt sur les plus-values de capitaux, je me suis demandé s'il exprimait l'opinion de certains députés de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse qui représentent des régions très pauvres. Que pensent ces représentants d'un impôt sur les plus-values de capitaux? Nous autres, du Nouveau parti démocratique, nous croyons à la nécessité de proposer un impôt de ce genre afin de réduire la spéculation sur les terrains.

• (4.10 p.m.)

Le Nouveau parti démocratique croit également à la nécessité d'une banque foncière. Le gouvernement devrait consacrer de vastes sommes à l'acquisition de terrains qu'il mettrait à la disposition des municipalités et des villes. Celles-ci collaboreraient avec leurs divisions de la planification pour élaborer des programmes réguliers de construction destinés à assurer leurs besoins particuliers.

Notre parti insiste sur la formation d'une société de construction de la Couronne. C'est

là une de nos différences les plus remarquables par rapport aux autres partis politiques. Monsieur l'Orateur, vous vous souvenez que, pendant le débat concernant le projet de loi sur les médicaments, une de nos idées principales était la formation d'une société qui fabriquerait un certain nombre de médicaments afin de stimuler une concurrence des prix permettant aux Canadiens d'obtenir des médicaments à un coût raisonnable.

A notre avis, on devrait former une société de construction de la Couronne qui s'occuperait spécialement du logement des citoyens âgés, des logements publics et de la recherche. Actuellement, il ne se fait à peu près pas de recherche dans le domaine de la construction. Le gouvernement doit prendre des mesures pour établir une division de la recherche qui intégrerait l'ensemble des nouvelles techniques et des nouveaux matériaux dans un programme de construction. Les entreprises privées n'ont ni le temps, ni les moyens financiers, ni l'envie d'exploiter ce domaine. Leur attitude à propos du logement public et de celui des citoyens âgés est décourageante, pour ne pas dire plus. C'est pourquoi il existe une pénurie de logements dont souffrent les gens à revenus modiques et les citoyens âgés. Nous proposons la formation immédiate d'une société de construction de la Couronne chargée de régler ces besoins. Un organisme de grande envergure est en effet nécessaire pour assumer cette responsabilité et pour nous détourner des interminables rangées de caisses à savon qu'érigent aujourd'hui certains entrepreneurs.

Quand j'ai lu les recommandations de la Commission d'étude au sujet de la rénovation urbaine et des logements sociaux, j'ai déploré que des gens puissent voyager d'un bout à l'autre du pays et passer quelques jours dans différentes villes pour aboutir à de telles recommandations. La Commission recommande qu'aucun des projets de logements sociaux ne soit poursuivi avant qu'on ait fait une étude complète des facteurs sociaux, économiques et psychologiques qui entrent en jeu dans ce domaine. Cette recommandation ne fait aucun cas de la réussite des programmes de logements sociaux entrepris en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens.

M. l'Orateur suppléant: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.

M. l'Orateur suppléant: Plaît-il à la Chambre de laisser poursuivre le député?

Des voix: Oui.